

Éditorial: le Golfe et ses Émirats

Yves Lacoste

Le Golfe ? Quel golfe ? Celui du Mexique ? De Guinée ? Ou du Bengale ? Pour n'énumérer que des golfes du même ordre de grandeur, car il en est un très grand, mais nombre de bien plus petits. Non, ce golfe est celui de toutes ces guerres du Golfe dont parlent les médias, celle de 1980-1988 entre l'Irak et l'Iran qui s'est aussi déroulée sur mer, celle de 1991 après l'invasion du Koweït, celle de 2003-2010 (on dit aussi la guerre d'Irak), et même, comme disent des spécialistes, la prochaine guerre du Golfe entre les États-Unis et l'Iran.

Sur les cartes, ce golfe est depuis des siècles dénommé golfe Persique, car l'Empire perse était alors le seul grand État à en contrôler plus ou moins les deux rives. Mais de nos jours de nombreux États arabes se développent sur la côte ouest. Aussi, géographes et journalistes arabes veulent que l'on dise golfe Arabe. L'ONU pour le moment ne reconnaît que l'appellation historique golfe Persique.

Mais d'ailleurs, pourquoi ce terme de « golfe » ? Entre l'Italie et les Balkans s'allonge la mer que l'on appelle Adriatique, alors qu'elle est moins vaste que le golfe, qu'il soit Persique, Arabe ou Arabo-Persique (Persico-Arabe respecterait l'ordre historique, mais ça ne sonne pas bien). Pour ne pas prendre parti dans cette controverse d'appellations géographiques dont la portée géopolitique est évidente, nous dirons seulement le Golfe, comme tous ceux qui parlent des guerres du Golfe.

Pourquoi ce titre *Le Golfe et ses Émirats* ? Parce que dans ces petits Émirats arabes unis, dont les quelques villes, il y a cinquante ans, n'étaient encore que des bourgades, le récent essor pétrolier s'accompagne d'un phénomène géographique, urbanistique, financier et géopolitique très original et en vérité tout à fait extraordinaire, qui n'a pas d'équivalent dans le monde. Dans le très vaste royaume désertique d'Arabie saoudite qui a moins d'un siècle et dont le démarrage pétrolier localisé aux abords du Golfe date de la Seconde Guerre mondiale, les formes de croissance urbaine, surtout celle de sa capitale, sont moins étonnantes que celles des Émirats, La Mecque et Médine devant respecter les traditions religieuses.

L'Irak et l'Iran, dont les poids et les problèmes se répercutent plus que jamais dans l'ensemble du Golfe, sont des pays pétroliers déjà anciens (avec une classe ouvrière) qui sont les seuls, dans cette partie du monde, à s'être autant combattus et à être chacun autant marqués par des luttes contre le « colonialisme » européen puis américain. Koweït qui a subi l'une des guerres du Golfe, est encore dirigé par un émir. Mais aujourd'hui on ne parle plus d'émirat, mais d'un État pétrolier relativement ancien dont l'indépendance date de 1961, après une longue période de protectorat britannique.

En revanche, les énormes revenus du pétrole ou du gaz ne sont pas les seules causes des changements surprenants qui se produisent dans ce très jeune État (1971) que constituent les Émirats arabes unis et dans cet autre émirat qu'est le Qatar. Les autres pays pétroliers du Golfe, lors de leur essor, n'ont absolument pas connu les prouesses architecturales qui se développent dans les Émirats, ni les audaces culturelles qui s'y amorcent, ni cette volonté de relations avec le monde occidental. Serait-ce l'émergence de formes modernes, sinon même postmodernes, de l'arabité ? Mais l'aggravation de la crise financière mondiale ou une nouvelle guerre du Golfe ne risquent-elles pas de mettre un terme à cet essor ?

Les fondements géographiques et géologiques de l'ensemble géopolitique Golfe-Mésopotamie

Il n'est pas de raisonnement géopolitique sérieux sans observations géographiques. Il faut répéter cela, maintenant que le mot géopolitique n'est plus proscrit, mais « à la mode », et qu'il sert à attirer l'attention sur toutes sortes de discours, sans aucun rapport avec des rivalités de pouvoirs sur des territoires.

Aussi me faut-il en quelques phrases décrire ce fameux Golfe. Large de quelque 300 km, orienté du sud-est vers le nord-ouest, il s'allonge sur près de 1 000 km entre l'Irak et la péninsule Arabique. Au sud-est, avant de s'ouvrir sur le golfe d'Oman et l'océan Indien, le Golfe se rétrécit à une trentaine de kilomètres au détroit d'Ormuz que dominent les montagnes escarpées du nord de l'Oman et la péninsule déchiquetée de Musandam. Au nord-ouest, le Golfe est bordé d'une large zone de marais que traverse sur 200 km le Bahr el-Ghazal, l'estuaire commun au Tigre et à l'Euphrate.

On sait évidemment que ces deux fleuves descendent des montagnes de Turquie et que leurs cours plus ou moins parallèles forment ce que les premiers géographes grecs ont appelé la Mésopotamie. On sait moins que ces deux fleuves, chargés d'alluvions, coulent en remblai au-dessus du niveau de la plaine et que leurs débordements (car il n'y a guère de digues) y forment d'immenses marais.

Du point de vue géologique, la Mésopotamie, qui s'allonge sur plus de 1 000 km, prolonge le Golfe vers le nord-ouest mais en plus large. En regardant la carte, on

pourrait dire qu'elle forme une sorte d'entonnoir où se rassemblent, vers le Golfe, les cours d'eau descendus des montagnes d'Iran, le Zagros, et du Kurdistan (rien ne vient évidemment du désert syrien). Cette forme d'entonnoir ressemble un peu au triangle que tracent sur la carte les frontières de l'Irak avec sa pointe la plus étroite vers le sud-est.

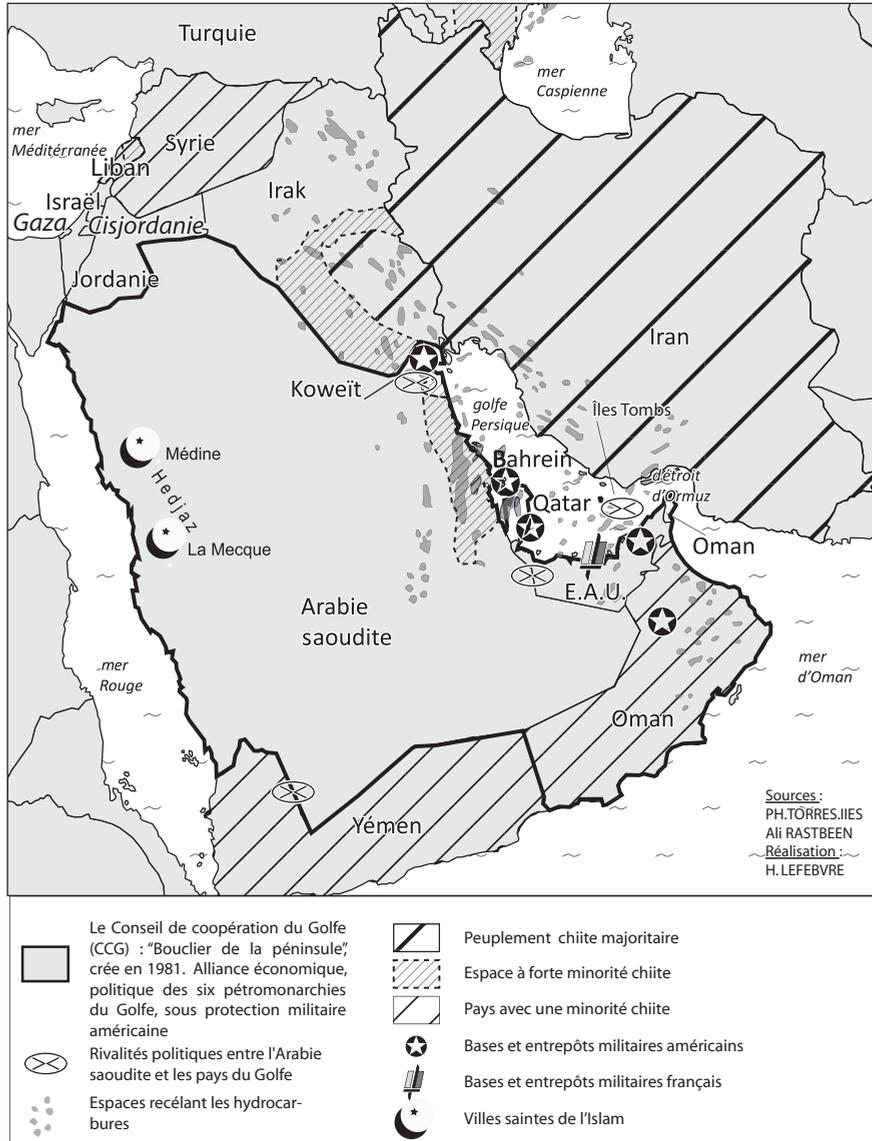
Mais gardons-nous de quelque déterminant « physique » (de la géographie physique) sur le géopolitique. Depuis des décennies, les dirigeants irakiens dénoncent l'étroitesse du débouché de leur pays sur le Golfe – il n'a même que la rive droite du Chatt-al-Arab (ce fut un des enjeux en 1980 de la première « guerre du Golfe », pour prendre la rive gauche à l'Iran) ; pour Saddam Hussein comme pour ses prédécesseurs (du moins ceux qui ont suivi la chute de la monarchie en 1958) et peut-être aussi pour ses successeurs, c'était l'effet de la malveillance de l'impérialisme britannique. En fait, nous verrons que ce tracé des frontières résulte de données géohistoriques plus compliquées.

Venons-en à la géologie car son rôle est d'autant plus important qu'elle détermine, dans le Golfe et en Mésopotamie, la localisation d'environ la moitié des réserves pétrolières mondiales. Les gisements irakiens, iraniens, saoudiens, du Koweït et des Émirats sont d'autant plus précieux que la pression en profondeur est particulièrement forte, ce qui détermine le rendement très important des forages, d'où une marge de profit considérable par rapport au prix moyen du pétrole dans le monde qui traduit les rendements beaucoup plus faibles de la plupart des puits.

Grosso modo, les données géologiques sont relativement simples : la plaque qu'est la péninsule Arabique, poussée par l'élargissement du *rift* de la mer Rouge, s'enfonce vers le nord-est sous celle du plateau iranien. Les géologues ont donc considéré que la longue gouttière allant depuis le Golfe au nord de la Mésopotamie se trouve sur une zone de *subduction*. Mais dans d'autres parties du monde, les zones de subduction, celles où une plaque s'enfonce profondément sous une autre plaque, sont pour la plupart signalées par de très profondes fosses marines. Or le Golfe se caractérise par des profondeurs très faibles : 50 mètres en moyenne, 90 mètres au maximum. D'ailleurs, si le Golfe avait la profondeur des fosses marines de subduction, les hydrocarbures y auraient été « grillés » par la forte chaleur des couches profondes de la lithosphère.

Les géologues aujourd'hui parlent de zone d'*obduction* pour désigner les cas où une plaque passe sous une autre sans s'enfoncer à très grande profondeur. C'est le cas dans la zone Golfe-Mésopotamie, où la plaque continentale arabique passe sous la plaque continentale iranienne. C'est aussi le cas en Inde où la plaque continentale du Dekkan s'enfonce sous les plaques du Tibet. Dans la plupart des zones de subduction, c'est une plaque marine (formant une partie du fond d'un océan) qui s'enfonce sous une plaque continentale (comme le long de la bordure ouest du continent américain) ; il y a aussi des cas où une plaque marine s'enfonce sous une autre plaque marine.

CARTE 1. – ENJEUX GÉOSTRATÉGIQUES DU GOLFE



On peut expliquer la richesse des gisements d'hydrocarbures du Golfe et de ses bordures par le fait que par la gouttière Mésopotamie, qui draine de vastes étendues avoisinantes, sont venues s'accumuler à relativement faibles profondeurs d'épaisses couches d'organismes vivants. Celles-ci, sans être entraînées à de très grandes profondeurs, ont été recouvertes au fur et à mesure par des couches d'alluvions apportées par les fleuves, ce qui – pour parler simplement – a conservé les hydrocarbures à l'abri de l'oxygène de l'atmosphère.

C'est donc à une zone d'obduction que correspondent le Golfe et la Mésopotamie. En revanche, tout à l'est du Golfe, la chaîne de montagnes escarpée, nord-sud, le Djebel Akdar (la montagne verte, plus de 2 000 m) qui ferme presque le détroit d'Ormuz, est selon les géologues la bordure d'un rift que serait le golfe d'Oman (qui, lui, est très profond).

Une fois présentées les grandes lignes mises en place sur la carte par les millions d'années de la géologie, rappelons brièvement les temps longs de la géohistoire.

L'importance géopolitique du Golfe est très antérieure à l'ère du pétrole

On sait évidemment que ce qui s'est passé en Mésopotamie il y a sept millénaires, l'apparition de la roue et de l'écriture, a eu par la suite une importance considérable dans le destin d'une grande partie de l'humanité. On sait aussi que le Golfe et la Mésopotamie ont été depuis vingt-sept siècles la grande voie d'échanges de la Méditerranée à l'océan Indien.

Apparaissent alors dans les trésors de l'Inde ou de l'Europe du Nord les perles merveilleuses que des plongeurs de fond allèrent en apnée chercher dans les bancs d'huîtres au large des actuels Émirats. L'Empire perse se met en place de l'Indus à la mer Égée et à l'Égypte, un gros siècle avant qu'Hérodote n'en fasse l'objet de ses *Enquêtes*. Ce sont les informations somme toute géopolitiques qu'elles contiennent qu'Alexandre le Grand – un siècle plus tard – utilisera pour mener ses conquêtes jusqu'à l'Indus puis revenir mourir à Babylone. Mais les Grecs connaissent désormais l'importance du Golfe et ils y créent, il y a vingt-trois siècles, un comptoir dans la petite île Faylaka au large de l'actuel Koweït.

Au Moyen Âge, sous l'Empire arabe des Abbassides de Bagdad, les émules de Sinbad le Marin, dont les aventures sont dans *Les Mille et Une Nuits*, partent comme lui de Bassora sur le Chatt-al-Arab, et naviguent, poussés par la mousson (un mot arabe), vers tous les ports de l'océan Indien. À partir du XVI^e siècle, les Portugais, qui, en contournant l'Afrique, sont entrés par le sud dans l'océan Indien, prennent le contrôle du détroit d'Ormuz pour supplanter le grand commerce arabe avec l'Inde. Ils sont bientôt chassés d'Ormuz par les Hollandais puis par les Anglais. Mais à la même époque, au XVI^e siècle, l'Empire perse se reconstitue,

celui des Séfévides, qui se fonde désormais sur l'islam chiite dont les grands sanctuaires sont d'ailleurs en Mésopotamie près de l'Euphrate. Le grand adversaire du chiisme, l'Empire ottoman, ne s'étendra que deux siècles plus tard sur la Mésopotamie ravagée durablement par les Mongols et ne contrôlera que l'extrême nord du Golfe.

À la fin du XVIII^e siècle les navires de l'East India Company, qui s'était rendue progressivement maîtresse de l'Inde, remontent régulièrement jusqu'au Koweït (forteresse côtière d'une puissante tribu arabe). L'émirat, qui dépend en principe de l'Empire ottoman, devient une étape majeure de la fameuse « route des Indes », celle que prennent les dépêches et voyageurs pressés : Gibraltar, Malte, Chypre, Alep ou Haïfa, traversée du désert de Syrie avec la collaboration, moyennant finance, de tribus arabes, et enfin Koweït avant de reprendre un navire jusqu'à Bombay. Pour éviter que leurs navires soient systématiquement attaqués par des pirates, à partir de divers ports arabes de la côte ouest du Golfe, les Anglais passent avec ceux-ci, en 1823, des accords et leur versent tribut. Ainsi la « Côte des Pirates » devint la « Trucial Coast », la côte de la Trêve, accords que les *political officers* qui se sont succédé dans ces postes bien isolés transformeront peu à peu en protectorat, notamment contre des interventions saoudiennes qui veulent imposer par la force le wahhabisme à la place de l'islam sunnite traditionnel. C'est l'origine des sept actuels Émirats arabes unis. Les *political officers* britanniques, qui accordent là aussi quelques moyens financiers, signent dès 1820 des accords avec le roi de Bahreïn et ils interviendront diplomatiquement dans un conflit contre le Qatar qu'ils prennent aussi sous leur protection.

Les conséquences encore actuelles de grands changements géopolitiques des débuts du XX^e siècle

L'ouverture du canal de Suez (1869) fit que progressivement la « route des Indes » cessa de passer par le Koweït et Ormuz. Pourtant, dans la première décennie du XX^e siècle, se produisent aux abords du Golfe d'importants changements géopolitiques : la première découverte de pétrole en Perse ; l'Empire ottoman, désormais allié à l'Allemagne, lance le projet du chemin de fer de Bagdad, le Bagdad Bahn, qui doit aller jusqu'à Bassora et peut-être même jusqu'au Koweït ; et, dans le désert d'Arabie, commence l'épopée d'Abdel-Aziz Ibn Saoud, le grand Ibn Saoud qui, vingt ans plus tard, fera la conquête de La Mecque bien que les habitants ne voulaient pas du wahhabisme ; les Saoudiens ont pillé la ville sainte au tout début du XIX^e siècle, sous prétexte de la « purifier ».

Tout d'abord, le pétrole

C'est près de la Perse, au bord de la Caspienne à Bakou, dans l'Empire russe qu'on en a d'abord trouvé et le shah d'Iran en contact depuis longtemps avec les Anglais (pour les opposer aux Russes) leur demande d'en chercher sur son territoire, de façon à leur accorder une concession, car il a grand besoin d'en toucher la contrepartie financière. Pendant plusieurs années, un riche Anglais qui a pris le risque, Knox d'Arcy, en cherche vainement dans le nord de la Perse, c'est-à-dire dans la même zone géologique que Bakou. Presque en faillite, Knox d'Arcy se résigne à chercher du côté du Golfe, là où, lui dit-on, en certains lieux, du feu sort de la terre. C'est le cas à Masjid-i-Suleiman où en 1908, un forage à faible profondeur provoque une véritable éruption de pétrole. Un pipeline de 200 km est immédiatement mis en chantier pour acheminer ce pétrole qui coule à flots vers le Chatt-al-Arab. Bientôt, fait exceptionnel pour l'époque, une raffinerie de pétrole est construite à Abadan, au bord de l'estuaire. Maintes fois agrandie, elle deviendra la plus grande du monde, avant d'être détruite par la guerre en 1981. Dès 1909, l'Anglo-Persian Oil Cy est constituée, avec des capitaux anglais mais aussi hollandais, ceux de la Royal Dutch Shell que d'Arcy avait dû solliciter lorsque la faillite menaçait. En 1912, Winston Churchill, devenu Premier Lord de l'Amirauté, met aussi des capitaux qui transitent par celle-ci, car il a obtenu que les navires de la *Royal Navy* utilisent désormais le fuel.

La poussée vers le Golfe de nouvelles puissances

Cette énorme découverte de Masjid-i-Suleiman, dans les contreforts de la chaîne du Zagros, conduit les géologues allemands qui prospectent dans l'Empire ottoman à chercher des indices de pétrole dans le nord de la Mésopotamie, dans la région de Kirkouk, au pied des montagnes du Kurdistan qui prolongent vers le nord le Zagros. En 1912 est constituée la Turkish Petroleum Cy avec des capitaux turcs, allemands, mais aussi anglais, ce qui est paradoxal. En effet, les banques britanniques sont parvenues à racheter une partie des actions dont les cours étaient tombés très bas, car on n'avait pas encore trouvé de pétrole à Kirkouk ; il ne sera découvert qu'en 1927. Des indices de pétrole ont été observés dès 1914 au Koweït et à Bahreïn.

En 1899, les relations anciennes entre les Anglais et Koweït s'étaient transformées en accord de protection qui fut signé entre le Royaume-Uni et l'émir de Koweït, celui-ci s'engageant moyennant finance à ne pas céder une portion du territoire, ou son accès, sans en référer d'abord au gouvernement britannique. Il s'agit pour les Anglais de faire pièce au projet germano-turc de prolonger jusqu'au Koweït le fameux « chemin de fer de Bagdad » – Berlin, Istanbul, Bagdad,

Bassora – que les Allemands lancent en 1903. Ils construisent aussi à partir de Damas le chemin de fer vers Médine qui atteint la ville sainte en 1908.

La Turquie, avec la révolution des Jeunes-Turcs (1908-1909) et le soutien massif de l'Allemagne, semble alors en plein essor et s'intéresse de plus en plus au Golfe ; elle veut enfin contrôler sinon l'intérieur de la péninsule Arabique (autant à cause des difficultés du désert que de ses guerrières tribus nomades), au moins toutes ses côtes. Mais l'Empire ottoman qui allait bientôt perdre l'essentiel des Balkans (surtout lors de la première guerre balkanique de 1912) se disloque quelques années plus tard (malgré l'arrêt de l'offensive de l'armée russe en 1917), et ce à cause principalement des changements géopolitiques dans la moitié nord de la péninsule Arabique.

La montée en puissance des Saoudiens

Au centre de celle-ci, la tribu des Saoud, portée par la rigueur fanatique de l'islam wahhabite, avait déjà tenté de former un État au tout début du XIX^e siècle. Mais après avoir brutalement conquis La Mecque, elle avait été vaincue par les troupes égyptiennes de Mehemet Ali qui rendait service aux Ottomans. Les Saoud n'avaient pas abandonné ce projet géopolitique. Mais, près d'un siècle plus tard, ils avaient encore échoué et, pour fuir une grande tribu rivale à la solde des Turcs, son jeune chef Abdel-Aziz avait été obligé en 1892 de se réfugier à Koweït. Il y noua des accords avec les agents anglais, non pas ceux de Londres ou du Caire, mais ceux qui continuaient, malgré l'essor du trafic par le canal de Suez, de mener le « grand jeu » de l'Indian Office, c'est-à-dire de l'Empire britannique des Indes. Grâce à leur soutien financier comme en fusils et surtout grâce à sa propre audace, Abdel-Aziz Ibn Saoud reconquit Riyad, sa capitale, en 1902, puis la région environnante en 1904, malgré les efforts des Turcs et en 1913, après la conquête du Hasa, il s'empare de toute une partie de la côte occidentale du Golfe. Les Turcs, handicapés par leurs défaites dans les Balkans (1912-1913), le reconnuent « roi » des territoires qu'il venait de conquérir. Le premier conflit mondial allait donner à Ibn Saoud l'occasion d'étendre son pouvoir vers les côtes de la mer Rouge.

Les États actuels et le tracé de leurs frontières datent des lendemains de la Première Guerre mondiale

En Mésopotamie, la guerre commence fort mal pour les Britanniques. Ils ont fait débarquer une bonne partie de leur armée des Indes à Koweït qui, en 1914, est devenu leur protectorat. Mais, contre les troupes turques dotées d'un important armement allemand, ils subissent de nombreux revers et, en 1915, ils se trouvent

assiégés à Kout-el-Amara (sur le Tigre, à 500 km au nord de Bassora) et sont obligés de capituler. Ils ne reprendront l'avantage qu'à partir de la révolte des tribus arabes que, dans le nord-ouest de l'Arabie, le chérif Hussein de La Mecque lance contre les Turcs. Elles sont soutenues par des troupes britanniques venues d'Égypte. Les Britanniques ont promis à Hussein, chef de la noble famille hachémite, la formation après la victoire d'un grand royaume arabe.

Mais cela ne fait pas l'affaire du gouvernement français qui en 1920 obtient de la Société des Nations (créée par le traité de Versailles) un « mandat » sur le Liban et la Syrie. Le grand royaume arabe promis par les Anglais se réduit aux territoires sous mandat de Transjordanie (y compris la Palestine) et d'autre part d'Irak qu'ils confient l'un et l'autre à des souverains de la famille hachémite. En Irak – terme nouveau, choisi par la diplomatie britannique pour désigner la Mésopotamie (en persan *eraq* signifierait « basse terre ») – les Anglais doivent faire face dès 1920 à une énorme révolte arabe (surtout chiite). Ils parviennent à la contenir en s'appuyant sur des notables à qui ils reconnaissent le droit d'accaparer une grande partie du territoire de leur propre tribu.

Le royaume d'Arabie saoudite

Si la frontière orientale de l'Irak correspond à celle résultant du traité de 1639 entre la Perse et l'Empire ottoman (y compris le long du Chatt-al-Arab où elle passe sur la rive gauche) et si la frontière avec la Syrie a été tracée par le Premier ministre anglais, Lloyd George, et le président du Conseil français, Georges Clemenceau, en revanche, pour la frontière sud, les Anglais ont eu à compter avec la poussée des guerriers saoudiens. Ceux-ci voulaient aller jusqu'à l'Euphrate selon les traditions de leurs tribus et annexer le Koweït où Ibn Saoud avait longtemps vécu.

Il fallut l'intervention des avions de la Royal Air Force pour contenir cette poussée vers le nord et desserrer l'étau sur le Koweït qui, en dépit du protectorat britannique, dut renoncer finalement à une grande partie de sa zone d'influence. En 1922, une zone neutre fut tracée entre les deux États, ce qui aura grande importance au lendemain de la Seconde Guerre mondiale lorsque le pétrole commencera à être exploité sur le territoire koweïtien.

Les Britanniques durent aussi s'opposer avec l'aviation à la poussée vers la Méditerranée des *ikhwan* (les « frères »), ces groupes armés qu'avait constitués Ibn Saoud en choisissant dans les tribus les guerriers les plus fanatisés à l'encontre des autres musulmans sunnites¹. Les *ikhwan* envahirent progressivement le Hedjaz

1. Ibn Saoud en 1928 dut faire exterminer les *ikhwan* devenus incontrôlables lors du pèlerinage de La Mecque contre les pèlerins non wahhabites.

et menacèrent La Mecque que le chérif Hussein, malgré la protection des Anglais, dut fuir en 1923. Ibn Saoud y entra peu après et il signa assez vite ses premiers accords avec l'émissaire de compagnies pétrolières américaines. Mais c'est seulement en 1933 qu'il accorda à la CASOC (Californian Arab Standard Oil Cy qui deviendra l'Aramco en 1944) une immense concession dans le Hasa, la région proche du Golfe, et en 1938 qu'y fut découvert l'énorme gisement de Ghawar.

En février 1945 se tient sur un navire de guerre américain ancré dans le canal de Suez une entrevue très importante entre Ibn Saoud et le président Roosevelt, qui décida de l'alliance entre l'Arabie saoudite et les États-Unis. Ceux-ci obtinrent la création d'une grande base aérienne, à Dhahran en bordure du Golfe, face à l'île de Bahreïn, et la charge d'assurer la sécurité de l'Arabie. En échange, celle-ci garantissait pour soixante ans la concession de l'Aramco dont la superficie était agrandie.

Le Royaume saoudien, officiellement proclamé depuis 1927, fait preuve depuis plus de quatre-vingts ans d'une étonnante stabilité, surtout si l'on compare avec les bouleversements et les guerres qu'ont connus les deux autres grands États de la région du Golfe, l'Irak et l'Iran.

La création de deux États en voie de modernisation, l'Irak et l'Iran

À la différence de l'Arabie où se conservent les traditions séculaires, celles du nomadisme et des villes de pèlerinage, en Irak et en Iran l'essor de la production pétrolière entraîne une transformation de la société. Celle-ci commence à se « moderniser » dans les grandes villes et dans les quelques régions pétrolières où apparaît une véritable classe ouvrière, bientôt proche de partis communistes et de leurs intellectuels.

En Perse, une monarchie décadente, celle des Qadjar, secouée par les demandes d'une constitution, à l'exemple de la Révolution russe de 1905 (les rapports intellectuels et commerciaux sont assez étroits avec la Russie), est finalement renversée en 1921 par un militaire nationaliste, Reza Shah, qui, bientôt, veut mener dans son pays la politique spectaculaire de progrès et de modernisation que Mustafa Kemal (un autre militaire) réalise en Turquie, sans pourtant y avoir l'atout du pétrole.

En Irak, une fois surmontée la révolte de 1920, les Britanniques veulent appliquer leurs méthodes habituelles de gouvernement indirect : Fayçal, fils du chérif de La Mecque, est mis en place et bientôt nommé roi d'Irak ; Bagdad, qui depuis des siècles restait en ruine après les ravages perpétrés par les Mongols (la capitale à l'époque ottomane était Mossoul), connaît un essor spectaculaire. Le gouvernement britannique demande dès 1930 à la Société des Nations que soit mis fin au « mandat » sur l'Irak et que le pays devienne indépendant. L'essentiel de ses ressources financières vient désormais des sommes que verse l'Irak Petroleum Cy

à capitaux presque à moitié britanniques² et dont la production augmente considérablement. L'Irak devient donc officiellement indépendant en 1932, avec quelques bases militaires britanniques.

Durant la Seconde Guerre mondiale, celles-ci doivent intervenir en 1941 pour empêcher la réussite d'un coup de force d'officiers nationalistes irakiens admirateurs d'Adolf Hitler qui attendent l'arrivée de parachutistes allemands, la Luftwaffe pouvant venir de Libye avec ravitaillement en carburant sur les aérodromes de Syrie avec la connivence du maréchal Pétain. En Iran, la même année, l'admiration pour l'Allemagne qu'éprouve aussi Reza Shah l'incite à refuser que le chemin de fer transiranien, qu'il vient de faire construire *via* Téhéran entre la Caspienne et le golfe Persique, serve à l'acheminement de matériel de guerre américain vers l'Union soviétique. Des troupes anglaises au sud et soviétiques au nord occupent les principaux axes de l'Iran, et le shah doit abdiquer en faveur de son jeune fils.

Deux retournements géopolitiques : Irak 1958, Iran 1979

Par retournement géopolitique, j'entends le changement soudain et brutal des dirigeants d'un État, du fait d'une révolution qui provoque le rejet de l'idéologie et des cadres jusqu'alors dirigeants. Cela entraîne dans la plupart des cas la rupture des alliances antérieures avec des États étrangers, mais pas toujours de nouvelles alliances avec leurs adversaires. Pour les XVIII^e et XIX^e siècles européens, on a parlé de « renversements d'alliances », mais ceux-ci étaient plus ou moins temporaires et n'impliquaient pas que soient renversés les souverains qui étaient jusqu'alors alliés ou rivaux. Bien plus durables sont les conséquences des retournements géopolitiques, la plupart de ceux-ci étant, semble-t-il, irréversibles.

Dans l'ensemble Golfe-Mésopotamie se sont produits à vingt ans d'écart deux retournements géopolitiques particulièrement importants, car ils ont été le fait de l'Irak et de l'Iran³, les deux États les plus peuplés, les plus transformés par l'essor de la production pétrolière et les plus en contact avec des Occidentaux. Ces retournements géopolitiques sont plus ou moins directement la cause de trois guerres du Golfe [*Hérodote* n° 124, 2007 et n° 130, 2008].

2. On sait que, succédant à la Turkish Petroleum Cy, l'Anglo-Persian, la Royal Dutch Shell, la Compagnie française des pétroles et une association d'Américains avaient chacune 23,75 %, après la négociation de Gulbenkian (5 % des parts) qui avait déjà établi ce genre d'accord pour les pétroles de Bakou avant 1914.

3. L'Irak compte 7 millions d'habitants en 1958, quatre fois plus aujourd'hui; l'Iran, 38 millions en 1980, près du double aujourd'hui.

En regardant rétrospectivement l'Irak et l'Iran et en les replaçant dans le contexte des années qui ont suivi la Première Guerre mondiale, on peut se dire que ces deux pays semblaient entrer dans le XX^e siècle sous des auspices relativement favorables. L'Iran est un des rares États au monde à être resté indépendant et, en Irak, la colonisation britannique n'a duré officiellement qu'une dizaine d'années. Les compagnies pétrolières (même si elles conservaient discrètement l'essentiel des profits) versaient désormais aux dirigeants, et indirectement aux notables, des sommes sans commune mesure avec ce que rapportaient jusqu'alors l'agriculture et le commerce.

Les conséquences pétrolières de la Seconde Guerre mondiale

Elles seront très importantes au Moyen-Orient. En effet, du fait de l'augmentation considérable des besoins en pétrole et des difficultés de transport en Méditerranée, les États-Unis se sont alors surtout adressés au Venezuela (du fait de l'hostilité du Mexique qui venait de nationaliser les compagnies pétrolières américaines) et le gouvernement vénézuélien a obtenu des compagnies américaines qu'elles lui versent désormais la moitié de leurs profits. Après la guerre, des émissaires vénézuéliens – craignant que les compagnies délaissent la production au Venezuela – viendront inciter le gouvernement iranien à exiger lui aussi 50 % des profits. L'Anglo-Iranian refuse et ne propose qu'une légère augmentation de royalties. En 1951, le Premier ministre iranien Mohamed Mossadegh, qui a été élu à la tête d'un Front national (comprenant nombre d'hommes de gauche, élus par les ouvriers de l'industrie pétrolière), décide la nationalisation du pétrole et la création d'une Compagnie nationale des pétroles d'Iran, la NIOC.

Le gouvernement britannique décide d'interdire avec la Royal Navy l'exportation du pétrole iranien, mais le gouvernement américain s'entremet avec Mossadegh jusqu'à ce que celui-ci soit renversé en 1953 par une succession rocambolesque de coups d'État (le shah doit alors fuir en Irak) montés par la CIA, les services secrets britanniques et des militaires iraniens. C'est l'opération Ajax.

En 1954, la crise pétrolière iranienne, qui a suscité des débats passionnés dans tout le Moyen-Orient, est réglée par un accord entre la NIOC qui obtient les 50 % de royalties, et le Cartel international des pétroles (jusqu'alors officieux au plan mondial) qui se charge de l'extraction. Les Anglais (BP ex-Anglo-Iranian et la Shell) n'y sont plus que pour 54 %, la Compagnie française de pétrole 6 % et, si les compagnies américaines ne figurent que pour 40 %, ce sont désormais les États-Unis, et non plus le Royaume-Uni, qui jouent un rôle majeur en Iran. Par leur entremise, l'armée iranienne reçoit un armement considérable et le shah deviendra l'homme fort du Moyen-Orient. En 1973, c'est lui qui fera décider le triplement des prix mondiaux du pétrole, avec l'accord discret des compagnies pétrolières qui n'y perdent rien.

Les révolutions irakiennes

Les Britanniques, qui ont perdu leur prééminence en Iran, se retournent vers l'Irak. Certes, l'Irak Petroleum accepte sans difficulté de verser les 50 % de royalties car sa production augmente énormément, mais le pouvoir royal qu'ils ont mis en place n'a pas en Irak de base tribale (la famille hachémite vient de La Mecque, de l'autre côté de l'Arabie) et il a été encore plus fragilisé par une succession de régences. En 1954, un jeune roi, Fayçal II, arrive enfin sur le trône et il lui faut d'autant plus reprendre le pays en main qu'en Égypte le colonel Nasser, qui vient de prendre le pouvoir, parvient en 1956 – succès majeur – à faire enfin partir les militaires anglais de la zone du canal de Suez et qu'il se rapproche de l'Union soviétique. À l'initiative des Britanniques et d'un très actif Premier ministre irakien, Nouri Saïd, l'Irak, qui dispose de gros moyens financiers, va devenir en 1955 la tête de file d'un « pacte de Bagdad » qui rassemble toute une série d'États anti-communistes, l'Iran, la Turquie et le Royaume-Uni, les Américains préférant rester dans la coulisse.

Fin 1956, Nasser proclame comme sa victoire le piteux repli de l'expédition israélo-franco-anglaise de Suez (sous la pression des États-Unis et de l'URSS). Il lance à grand bruit la mise en construction avec l'URSS du grand barrage d'Assouan puis le projet de République arabe unie pour rassembler tous les Arabes. À cet exemple, les militaires irakiens se sentent humiliés de rester sous la coupe des Anglais et ils lancent la révolution du 14 juillet 1958 où Nouri Saïd, le roi et sa famille sont massacrés.

Après cette révolution de 1958, qui met fin au pacte de Bagdad, l'Irak ne cessera de subir les effets de luttes acharnées entre généraux, entre tribus (car l'Irak est encore une société tribale), entre différentes forces politiques armées, pronassériens et antinassériens, communistes (souvent chiïtes) et anticommunistes, partisans du Baath (« parti de la renaissance socialiste arabe » ou parti de l'unité arabe) selon qu'ils sont prosyriens ou nationalistes baathistes irakiens. Ce sont ces derniers qui l'emportent finalement et leurs bonnes relations avec l'URSS ne les empêchent pas de mener une chasse systématique aux communistes. À cela s'ajoutent les rébellions successives des Kurdes qui veulent leur indépendance, d'autant que c'est au pied de leurs montagnes que se trouvent les gisements de pétrole de Mossoul et de Kirkouk. À noter que toutes ces luttes ne freinent pas trop l'accroissement de la production pétrolière et des royalties. En 1972, l'Irak Petroleum Co est nationalisée.

Cependant, dans toutes ces luttes soi-disant révolutionnaires, ne se manifeste pas tellement à cette époque la très ancienne inégalité entre sunnites et chiïtes. Ces derniers, en Irak, bien qu'ils forment au total la moitié de la population et sa très grande majorité dans le Sud, sont depuis des siècles sous la coupe des notables sunnites qui, depuis les califes de Bagdad et l'Empire ottoman, exercent le pouvoir

politique et militaire. Les Anglais reconduiront la prééminence sunnite, d'autant plus que la grande révolte qui se dresse contre eux en 1920 est surtout chiite.

Dans toutes les luttes qui se déroulent en Irak après 1958, malgré la relative « modernisation », après l'indépendance rapidement accordée par les Britanniques, se perpétuent les vieilles traditions de violence. Celles-ci se sont manifestées dès que les autorités coloniales n'ont plus exercé directement le pouvoir, par le massacre en 1933 des chrétiens assyro-chaldéens qui les avaient secondées ou par les massacres et pendaisons publiques dont fut victime à maintes reprises l'importante communauté juive de Bagdad, les « juifs orientaux » qui ont finalement disparu.

En 1979, les opposants de toutes sortes ayant été éliminés ou étant partis en exil, un maréchal chef de l'État et du parti baathiste abandonne le pouvoir au numéro 2 du régime, Saddam Hussein al-Tikriti (du nom de sa ville Tikrit et de sa tribu). Celui-ci conservera le pouvoir jusqu'en 2003, mais à quel prix pour l'Irak : trois terribles guerres, les deux premières en attaquant deux États voisins, la troisième qui s'est transformée en une épouvantable guerre civile.

Le très grand essor de l'Iran et les contradictions politiques de la modernisation

En comparaison, de 1954 (date de l'accord de l'Iran avec le Cartel international du pétrole) à 1979, chute du shah, l'Iran est en plein essor économique et transformation sociale. Reza Shah, avec les profits pétroliers qu'apportent à l'État iranien la nationalisation du pétrole et en 1973 le triplement des cours mondiaux, renforce son armée, mais il décide aussi d'entreprendre l'industrialisation de son pays ; pas seulement une « industrialisation légère de substitution d'importations » (comme on disait alors en Amérique latine) mais une véritable industrie d'équipement. En 1973, malgré le triplement des cours mondiaux du pétrole, Reza Shah prévoit l'épuisement futur des réserves pétrolières et il prend contact avec le gouvernement français pour que celui-ci forme des ingénieurs atomistes iraniens (comme cela avait été le cas pour Israël) qui pourront dans l'avenir doter l'Iran d'une production d'électricité nucléaire. C'est l'origine de l'actuel programme nucléaire iranien, comme de la force de frappe nucléaire israélienne. Reza Shah a même contribué au programme français de construction de centrales nucléaires, en faisant à la France un prêt important remboursé récemment à l'Iran. Il était aussi prévu de construire en Iran avec l'aide française trois centrales nucléaires, mais, à la différence de l'aide à Israël, il n'était pas question, semble-t-il, d'aider l'Iran à entreprendre la réalisation d'armes nucléaires.

Cette politique méthodique d'industrialisation valut à Reza Shah le soutien discret mais réel des dirigeants du parti Toudeh, le Parti communiste iranien.

Certes, durant des années, les communistes ont été pourchassés par la police du shah et les rapports de celui-ci avec l'URSS furent dans un premier temps exécrationnels. En effet, les Soviétiques n'avaient quitté le nord de l'Iran, où ils étaient entrés en 1941, que sous une forte pression des Américains en 1946 (c'est un des débuts de la « guerre froide ») et ils avaient apporté leur soutien aux séparatistes kurdes d'une éphémère république (populaire) de Mahabad. Mais, par la suite, en dépit de son alliance avec les États-Unis, les relations du shah d'Iran avec l'URSS s'améliorèrent beaucoup, comme ses relations avec le parti Toudeh. En 1978-1979, celui-ci fut pris de court par le mouvement révolutionnaire d'abord mené contre le shah, par des groupes fedayyin marxistes-léninistes, puis par les mollahs chiites. Les membres du parti Toudeh furent d'ailleurs bientôt les premières victimes de la révolution khomeyniste qui fit exécuter nombre d'entre eux.

Ainsi, tout cela vient « démentir » les idées de l'époque et même encore celles d'aujourd'hui, selon lesquelles la chute d'un riche monarque pétrolier soutenu militairement par les États-Unis ne pouvait être pour l'essentiel que le résultat de l'action d'un parti communiste, ou sinon d'un mouvement véritablement révolutionnaire guidé par de vrais marxistes.

Un changement géopolitique majeur dans le Golfe : la révolution islamiste en Iran

Même si la réflexion que l'on peut faire des causes de la chute du shah déplaît encore beaucoup à nombre d'« intellectuels de gauche », il importe de l'esquisser, car c'est une sorte d'entraînement pour l'analyse de nouveaux retournements géopolitiques qui se produiront peut-être dans cette partie du monde ou dans d'autres.

Mohamed Reza Shah Pahlavi, sans doute instruit par la crise de la nationalisation des pétroles en Iran durant laquelle les ouvriers et ingénieurs de l'industrie pétrolière, le Front national et les commerçants du « bazar » de Téhéran et aussi le parti Toudeh avaient défendu les intérêts à long terme de l'Iran, de son peuple et de l'État iranien, et instruit aussi par la dramatique évolution de l'Irak après 1958, le shah donc, avec de bons conseillers, a conçu et entamé une stratégie globale de modernisation et de développement planifié. Mais cette stratégie se fait sous la surveillance d'une police politique, la Savak, qui a été beaucoup développée avec l'assistance de la CIA et du Mossad israélien. Cependant l'état de siège décrété en 1953 fut levé en 1957 et le Front national fut de nouveau autorisé.

Les réformes braquent le clergé chiite contre le shah

En 1961, le shah lance ce qu'il appelle la « révolution blanche » : si l'accroissement du nombre des ouvriers résulte de l'investissement des profits pétroliers dans l'industrie, la masse de la population iranienne étant formée de paysans se trouve à l'écart de la manne pétrolière. Celle-ci, selon le shah, doit donc être aussi utilisée pour financer l'équipement de coopératives agricoles. Les terres en proviendraient de la distribution et du partage des domaines de la Couronne, puis des grandes propriétés foncières touchées par une réforme agraire. Le shah commence donc par la distribution de ses propriétés, puis par celles de vrais « féodaux ».

Certes l'État, grâce à l'argent du pétrole, indemnise les propriétaires expropriés, mais ceux-ci estiment que le prix qu'ils touchent est insuffisant et ils n'acceptent pas de voir réduite l'influence ou plutôt le pouvoir qu'ils exerçaient depuis des générations sur « leurs » paysans plus ou moins asservis. Nombre de ces grands propriétaires étant des dignitaires religieux chiites, qui se transmettaient jusqu'alors leurs héritages de père en fils, la réforme agraire décidée par le shah a provoqué contre lui la colère des ayatollahs. Ils menacent de punition divine les paysans qui oseraient accepter les terres distribuées par les fonctionnaires du shah.

Les religieux chiites mettent en avant, parmi d'autres griefs : le fait qu'il accorde le droit de vote aux femmes et qu'il décide que les étudiants garçons et filles doivent, à la fin de leurs études, faire une sorte de service civil (l'Armée du savoir, *Sepah-e-Danish*) dans des écoles rurales, pour apprendre à lire et à écrire aux petits paysans qu'ils soient garçons ou filles. Bien que les écoles destinées à ces dernières doivent être distinctes de celles des garçons, tout cela provoque la fureur des mollahs, les religieux de base (il y en a 180 000 en Iran) qui avaient jusqu'alors le monopole de l'enseignement rural et qui refusent surtout son extension aux filles. Le shah est accusé d'impiété. Dès 1963, l'ayatollah Khomeyni, qui vient d'être reconnu par la hiérarchie chiite « guide religieux suprême » (*marja-e Taqlid*), prononce contre le souverain un discours virulent qui provoque de très graves émeutes ; ce qui lui vaut finalement, plutôt que l'emprisonnement (ce qui aurait été un grand scandale), d'être poussé vers l'Irak et les grands lieux saints du chiisme qui s'y trouvent.

En 1971, le shah décide de célébrer, à Persépolis, en grande pompe (trop grande pompe) le 2500^e anniversaire de l'Empire perse par son fondateur Cyrus le Grand. Pire, sous les yeux des mollahs et ayatollahs, le shah décide que les grands événements de l'histoire de la Perse seront datés depuis cette origine, et non plus seulement depuis l'Hégire. Cette cérémonie grandiose de Persépolis aura d'assez graves conséquences médiatiques. Le shah a voulu lui donner un retentissement mondial par la télévision et, dans la « bonne société » européenne et américaine, il a lancé des centaines d'invitations. Les magazines féminins européens et américains exposeront dès lors de semaine en semaine les photographies du shah et de

l'impératrice, l'ancienne et la nouvelle. De là vient cette image de souverain richissime et désœuvré qui se combine avec celle d'un tyran, instigateur des tortures que la Savak inflige à de jeunes opposants d'extrême gauche. Effectivement ceux-ci existent, comme les tortures qu'ils subissent, et ils font partie du groupe des Moudjahidine du peuple d'Iran. Cette référence au djihad est une façon de se référer aux religieux (nombre de ces jeunes leur sont d'ailleurs apparentés) et l'allusion aux Moudjahidine palestiniens est un moyen de dénoncer les relations anciennes du shah et d'Israël, puisque ce pays est fourni en pétrole iranien par la mer Rouge et le port d'Akaba.

Des révolutionnaires « trotskistes » contre le Parti communiste

Cette extrême gauche iranienne, plus ou moins trotskiste (selon Bernard Hourcade, spécialiste de l'Iran), est très hostile au Toudeh qu'elle accuse de collaboration avec le shah, et elle monte une série d'attentats contre des officiers américains, puis d'autres pour déstabiliser le régime du shah. Le procès du chef des Moudjahidine, Massoud Radjavi, en 1971 donnera lieu, pour empêcher son exécution, à une grande campagne internationale qui durera des années et contribuera à donner au régime du shah l'image la plus détestable. Radjavi ne sera finalement pas exécuté et il jouera un rôle important dans la révolution iranienne.

Le président des États-Unis, Jimmy Carter (1977-1981), que l'on sait plein de bons sentiments (il est quaker), aurait menacé le shah en 1977 de sanctions si les droits de l'homme n'étaient pas mieux respectés en Iran. Celui-ci annonce une libéralisation du régime (des milliers de prisonniers seront libérés) et aussi une réforme de la Savak qui est accusée de corruption et surtout de « coups tordus » pour justifier son action. Se répand la rumeur (elle s'avérera fondée) que le shah a un cancer. Du coup, comme son fils est alors très jeune, de possibles successeurs au gouvernement de l'Iran, en cas d'évolution du régime, suscitent l'intérêt des diplomates occidentales. Début 1978, l'ayatollah Khomeyni quitte l'Irak pour la France, avec seulement un visa de tourisme, et il s'installe dans la région parisienne à Neauphle-le-Château où il reçoit nombre d'Iraniens et d'interlocuteurs européens ou américains ; avec l'approbation de la gauche française et l'accord du président Giscard d'Estaing.

Plutôt que, décrire en termes généraux la révolution iranienne qui va commencer en 1978, je préfère énumérer la chronologie d'événements dont la presse française a fait état à propos de l'Iran et qui ont de plus en plus surpris l'opinion et les spécialistes⁴.

4. Depuis plus de quarante ans, chaque jour, je note brièvement dans mes cahiers, à partir des titres des articles du *Monde*, les événements qui m'intéressent et qui viennent de se produire dans le monde.

Les premières émeutes montées par les mollahs et les étudiants

Le 2 juin 1978, des émeutes éclatent à l'université de Téhéran en commémoration de celles de juin 1963 qui avaient entraîné l'exil en Irak de l'ayatollah Khomeyni. Le 21 août 1978, fait qui a alors beaucoup choqué, un terrible attentat se produit dans un cinéma d'Abadan : 377 morts, et il sera imputé autant aux Moudjahidine qu'à la Savak pour justifier ses méthodes. Dès lors, d'énormes manifestations se déroulent les unes après les autres dans les différentes grandes villes d'Iran, mêlant mollahs et étudiants. Les ouvriers du pétrole se mettent en grève et paralysent la production. Le 9 septembre 1978, c'est le « Vendredi noir » de Téhéran où l'armée débordée tire dans la foule. Le shah annonce la formation prochaine d'un gouvernement d'union nationale. Khomeyni, depuis la France, appelle les étudiants à développer leurs actions et met en garde les gouvernements étrangers qui soutiendraient le shah. Le Front national récuse la constitution d'un quelconque gouvernement sans l'accord des religieux et le parti Toudeh, finalement, fait de même, puisqu'il s'agit de manifestations populaires et que des déclarations soviétiques semblent soutenir Khomeyni.

Le président Carter déclare le 8 décembre 1978 qu'il « espère que le shah pourra se maintenir » bien que « des abus aient été commis ». Le secrétaire d'État américain annonce peu après que « le shah a décidé d'aller prendre quelques vacances à l'étranger » (12 janvier 1979).

Malgré une opposition des étudiants, les religieux prennent rapidement le contrôle des manifestations. Le 1^{er} février 1979, l'imam Khomeyni arrive en triomphe à l'aéroport de Téhéran dans un avion d'Air France et nomme aussitôt un gouvernement avec un dirigeant du Front national, Chapour Bakhtiar, qui en fait n'a aucun pouvoir mais qui dit « non à la dictature des mollahs ». Il doit bientôt fuir en France. D'autres soi-disant Premiers ministres éphémères et plutôt à gauche seront ensuite successivement nommés mais ne compteront guère.

L'élimination des militants laïques du Toudeh et du Front national

Des heurts sanglants se produisent le 8 février non seulement entre partisans des mollahs et ceux du Toudeh ou du Front national, mais aussi des combats entre la Garde du shah et d'autres militaires (des « cadets » aviateurs) et celle-ci doit se rendre. Le 14, l'ambassade des États-Unis est une première fois envahie par les Moudjahidine. Le 7 mars Khomeyni, dans un grand discours, dénonce la « démocratie ». Le 9 mars des milliers de femmes défilent à Téhéran pour protester contre le port du voile, désormais obligatoire ; elles sont pourchassées par des brigades des « gardiens de la révolution ». Ceux-ci prennent le contrôle de la révolution, y compris dans les villes de province, et lancent une campagne d'élimination des communistes puisque ce sont des athées. Les militants des partis de gauche

s'opposent de plus en plus aux mollahs. Les exécutions sommaires qu'ils font pratiquer se multiplient, tant celles d'agents de la Savak que de « corrompus » et de personnalités dont les « propos sont des insultes à Dieu ». Des ayatollahs « modérés » prennent position contre Khomeyni, mais ne sont guère entendus. Les partis laïques se sentent débordés par les mollahs qui entraînent des foules considérables. Les journaux iraniens et occidentaux font état d'une stupéfaction devant la puissance du mouvement dirigé par les mollahs et du fait que ceux-ci ont pris le contrôle de la vie politique dans les villes comme dans les campagnes par le réseau des « gardiens de la révolution ». Les exécutions sommaires se multiplient.

Révolte kurde, prise en otage d'Américains, élimination des Moudjahidine du peuple

Le 31 mars 1979, soit deux mois seulement après le retour de Khomeyni, un référendum que contrôlent les mollahs et les « gardiens de la révolution », plébiscite la République islamique. Le 18 mars, les Kurdes d'Iran, qui sont pour une part sunnites, se révoltent et réclament une autonomie. L'aviation est peu après utilisée contre eux. Le 30 mai, au Khouzistan, dans la région pétrolière, proche du Chatt-al-Arab, éclatent des révoltes d'Arabes iraniens. Le 20 août la rébellion kurde s'étend et les combats font rage. Le 6 octobre, les États-Unis reprennent leurs livraisons de matériel militaire nécessaire à la guerre contre les Kurdes. Le 5 novembre 1979, des « étudiants » et gardiens de la révolution occupent l'ambassade des États-Unis et prennent en otages 61 Américains (le gros du personnel américain – 2 000 personnes – étant parti depuis plusieurs mois). Les otages seront jugés pour espionnage. Les États-Unis décident le boycott du pétrole iranien et gèlent les avoirs iraniens. L'OPEP propose sa médiation.

Des incidents aériens se produisent entre Iraniens et Américains, au-dessus du détroit d'Ormuz. À noter que le 29 décembre 1978 des troupes soviétiques entrent brusquement en Afghanistan.

En Iran, la révolution continue et les luttes entre forces jusqu'alors alliées se précisent. Le 18 avril 1980, Khomeyni décide que les groupes politiques doivent être expulsés des universités. Le 22 avril des combats ont lieu à l'université de Téhéran entre étudiants de gauche et gardiens de la Révolution. Le 25 avril, à cause du vent de sable, c'est l'échec total de l'opération américaine hélicoptérée pour libérer les otages de l'ambassade. De nombreux officiers iraniens jugés pour complicité sont arrêtés. Le 13 juin 1980 se déroulent de très violents combats à Téhéran entre Moudjahidine du peuple et gardiens de la Révolution (Pasdaran), 600 morts. Plus tard, nombre de ces Moudjahidine passeront en Irak où, pendant la guerre contre l'Iran, ils formeront une petite armée contre les Pasdaran, l'armée des gardiens de la Révolution.

Le 9 juillet 1980 c'est la découverte d'un complot baptisé « Nojeh » : 600 officiers en contact avec l'Irak, la Jordanie et les États-Unis auraient fomenté un coup d'État. Ils sont arrêtés et exécutés après avoir été – dit-on – dénoncés en Suisse par des agents « soviétiques ».

Le 11 septembre 1980, des combats se produisent à la frontière de l'Irak. Le 21 septembre, la guerre Irak-Iran commence de façon spectaculaire avec une grande offensive irakienne de l'autre côté du Chatt-al-Arab vers Abadan et le port de Khoramshar. Le 27 octobre, Bagdad accuse les États-Unis de livrer des armes à l'Iran et Téhéran accuse l'URSS d'en fournir à l'Irak.

Les trois guerres du Golfe

Saddam Hussein qui, comme ses prédécesseurs, se plaignait de l'étroitesse du débouché de l'Irak sur le Golfe, résultat des manœuvres impérialistes, ajouta à ses revendications le fait que le peuple arabe s'étendait en vérité au-delà du Chatt-al-Arab, dans la province du Khouzistan. Il fallait donc rattacher ces Arabes (chiites) à l'Irak, d'autant plus que l'essentiel des gisements pétroliers de l'Iran se trouve dans cette province, comme la grande raffinerie d'Abadan. Là encore, proclamait Saddam Hussein, les Anglais avaient tracé la frontière au plus grand détriment de l'Irak. Mais il ne pouvait pas faire grand-chose dans la mesure où l'Iran était trois fois plus peuplé que l'Irak et que l'armée du shah était puissamment équipée par les Américains.

L'attaque irakienne sur l'Iran qui résiste au prix de terribles pertes humaines

L'effondrement du régime du shah et surtout la dislocation de son armée, du fait des purges exercées dans le corps des officiers par les mollahs et les moudjahidine, offraient une occasion rêvée à l'armée irakienne d'attaquer son homologue iranienne. Après quelques premiers succès, en septembre et octobre 1980, l'armée irakienne se heurte bientôt à une résistance acharnée des Iraniens. Pour eux, il ne s'agit pas tant de soutien aux mollahs organisateurs de la mobilisation (notamment de très jeunes garçons) que de patriotisme et d'un certain mépris traditionnel à l'encontre des Arabes. De décembre 1980 à décembre 1981, les positions restent inchangées. Début 1982, l'armée iranienne lance de grandes contre-offensives aux abords du Golfe, elle menace même Bassora, mais aussi plus au nord, dans les montagnes du Kurdistan. En juin 1982, les Irakiens sur ordre de Saddam Hussein se retirent d'Iran. Le Conseil de sécurité appelle à un cessez-le-feu, mais l'armée iranienne entre en Irak au prix de pertes considérables car ce sont désormais les Irakiens qui défendent leur territoire et l'on note alors que les

Arabes, chiïtes ou sunnites, combattent tout autant les Iraniens qui sont chiïtes. L'Irak tire de gros missiles soviétiques sur les villes iraniennes.

S'installe une guerre d'usure, aéronavale sur le Golfe : 500 navires de commerce, principalement des pétroliers seront attaqués surtout par l'aviation irakienne qui veut empêcher l'Iran de vendre son pétrole pour acheter des armes. L'Irak est fourni en armes soviétiques et européennes, payées par le Koweït et l'Arabie saoudite qui souhaitent la chute de l'Iran. En 1986 éclate le scandale dit de l'Irangate, lorsque est révélé le fait que des militaires de l'entourage du président Reagan livrent depuis 1985 des armes à l'Iran, par l'intermédiaire d'Israël qui ne veut surtout pas d'une victoire de l'Irak. La guerre du Golfe s'internationalise lorsque l'armée iranienne s'approche des frontières du Koweït dont elle attaque les pétroliers. Ceux-ci passent sous pavillon américain pour assurer leur protection. Dès lors, sur le Golfe, les incidents se multiplient entre l'US Navy et navires ou missiles iraniens. C'est durant cette période que des navires de l'US Navy, qui forment aujourd'hui la V^e flotte, seront basés en permanence dans le Golfe en plus ou moins grand nombre. Leur QG est maintenant à Bahreïn.

Malgré les succès de l'armée iranienne au Kurdistan et aux abords du Chatt-al-Arab où elle jette dans ces batailles des masses de jeunes garçons, parfois même sans arme, pour faire exploser les champs de mines et permettre le passage des vrais soldats, Khomeyni refuse de mettre fin à la guerre comme l'adjure le Conseil de sécurité. Finalement les chefs des Pasdaran obtiennent l'accord de l'imam et les combats prennent fin le 20 août 1988 après presque huit ans de guerre : 1 800 000 morts, les pertes iraniennes étant trois fois plus fortes que celles de l'Irak qui a pu disposer de davantage d'armements.

L'invasion du Koweït et la deuxième guerre du Golfe

On pensait que le Golfe allait retrouver plusieurs années de calme après cette guerre qui, bien moins terrible sur mer que sur terre, avait provoqué la destruction, ou du moins de graves dégâts, de plus de 550 navires battant divers pavillons. Mais le 2 août 1990, l'armée irakienne envahit soudain le Koweït et pousse sans difficulté jusqu'à la frontière de l'Arabie saoudite. Le souverain fait immédiatement appel au soutien des États-Unis, selon les termes de l'accord passé en 1945 avec le président Roosevelt, et les premiers parachutistes et « marines » venus des porte-avions qui croisent en Méditerranée et dans l'océan Indien se posent peu après sur la grande base de Dahran notamment.

Le prétexte invoqué par Saddam Hussein pour « justifier » cette attaque (qui provoque, notons-le, l'enthousiasme de Yasser Arafat mais aussi d'Hussein de Jordanie généralement mieux inspirés) est d'accuser l'émir du Koweït de vouloir, à l'OPEP, maintenir au plus bas les prix du pétrole, pour empêcher l'Irak de

compenser les dépenses qu'il vient d'effectuer dans sa guerre contre l'Iran et ce afin de protéger les pays du Golfe contre la menace chiite. Et de toutes les façons, pour les Irakiens, le Koweït est une création de l'impérialisme et celle-ci doit disparaître. Aussi Saddam Hussein proclame-t-il, illico, l'annexion de l'émirat à l'Irak.

L'Organisation des Nations unies dénonce l'annexion du territoire de l'un de ses États membres et exige l'évacuation par l'Irak, si besoin par une opération militaire internationale. Celle-ci a demandé des mois de préparation pour masser aux frontières nord de l'Arabie saoudite quelque 500 000 hommes, surtout des troupes américaines, mais aussi anglaises et françaises, celles de certains pays arabes (Égypte, Syrie et bien sûr Arabie), etc. Le président François Mitterrand adjure le président irakien (qui est par ailleurs en bonne relation avec la France) d'évacuer au moins une partie du territoire koweïtien, mais en vain. Il semble que Saddam Hussein ait compté sur un veto soviétique au Conseil de sécurité ; or, au début de 1991, Mikhaïl Gorbatchev connaît de graves difficultés internes. Il demande d'ailleurs l'évacuation immédiate du Koweït. La guerre contre l'Irak commence le 17 janvier 1991 par d'importants bombardements notamment sur Bagdad. George Bush obtient qu'Israël ne réponde pas à des missiles irakiens qui viennent de frapper son territoire. Gorbatchev propose un plan de paix et Saddam propose de discuter les propositions soviétiques, tandis que les troupes irakiennes au Koweït, en incendiant systématiquement les puits de pétrole et en détruisant les canalisations pétrolières, provoquent une grande marée noire dans le Golfe.

Le 24 février, la coalition lance enfin son offensive et le 28, les troupes irakiennes au Koweït étant écrasées, un cessez-le-feu est décidé. George Bush refuse, selon les résolutions de l'ONU, que les troupes américaines dépassent la frontière nord du Koweït et pénètrent en Irak. Le 1^{er} mars, des rumeurs font état d'un départ de Saddam Hussein vers l'Algérie ; les 3-4 mars, escomptant peut-être l'arrivée des Américains, une grande révolte chiite éclate dans le sud de l'Irak, mais on « doute de son succès » à la Maison-Blanche et on ne préfère pas intervenir. Saddam Hussein, « comme si rien ne s'était passé » (écrit *Le Monde*), déclare que les rebelles au Sud seront écrasés par tous les moyens, comme ceux du Nord où les Kurdes se sont aussi révoltés. Des milliers d'entre eux doivent fuir en Turquie. Début avril, les États de l'Union européenne demandent aux États-Unis d'établir par surveillance aérienne en Irak deux zones de sécurité, l'une au nord pour les Kurdes, l'autre au sud pour les chiites. Ces zones seront maintenues jusqu'au début 2003, l'Irak, soumis par ailleurs au blocus, est sous surveillance aérienne pour l'empêcher de se doter de nouveaux armements achetés par contrebande à l'extérieur.

La troisième guerre du Golfe et l'invasion américaine de l'Irak

On pouvait penser, une fois l'Irak, mais aussi l'Iran, sous surveillance américaine, que le Golfe serait enfin au calme. On ne pouvait prévoir l'offensive américaine sur l'Irak, au printemps 2003. Il s'agit, une fois encore, d'une guerre qui débute sur les côtes du Golfe, puisque le plan du Pentagone selon lequel une grande partie des forces américaines entrerait en Irak par le nord, après avoir traversé la Turquie membre de l'OTAN, dut être abandonné en raison de l'opposition du Parlement turc. Il fallut donc que les troupes américaines débarquent au sud, au côté des Anglais, sur la côte boueuse du Chatt-al-Arab près de Fao.

Cette nouvelle guerre est déclenchée, on le sait, en contrecoup d'événements spectaculaires, et essentiellement en réaction à la destruction des gratte-ciel du World Trade Center le 11 septembre 2001. Le raid aérien suicide lancé par Al-Qaïda impliquait dix-neuf Saoudiens parmi la vingtaine de kamikazes. Ben Laden, le chef d'Al-Qaïda étant installé avec son état-major à Kaboul, sous la protection de l'émir islamique d'Afghanistan, une offensive menée surtout par les Américains fut lancée sur Kaboul dès le mois d'octobre 2001, mais celle-ci n'est pas parvenue par la suite à retrouver la trace d'Oussama Ben Laden et de ses lieutenants. Faute de mieux, le président George W. Bush décida de mener la guerre contre le terrorisme, pour rassurer l'opinion américaine, à juste titre bouleversée. Il fallait lui assurer qu'aucune arme de destruction massive ou à grande distance ne pourrait plus, de nouveau, être braquée vers les États-Unis, et ce depuis quelque pays que ce soit. L'image de Saddam Hussein ne tarda pas à être de nouveau évoquée. N'avait-il pas fait préparer en Arabie un attentat contre George Bush père, celui qui avait, somme toute, permis au tyran de l'Irak de se maintenir au pouvoir ? Ce tyran ne manquait-il pas aucune occasion depuis 1991 de menacer publiquement l'Amérique du châtimeur divin ? Ce n'était plus le dirigeant laïc que certains intellectuels français et grands arabisants (tel Jacques Berque), disaient préférer aux islamistes.

Puisqu'il s'agit de Dieu : les origines d'Al-Qaïda

Puisqu'il s'agit de Dieu, il n'est pas inutile de l'évoquer dans ces affaires géopolitiques. En août 1990, lors de l'invasion du Koweït par Saddam Hussein, le roi d'Arabie avait fait appel à l'aide de l'armée américaine qui, dans l'attente de l'offensive terrestre, séjourna avec de nombreux renforts internationaux au nord de l'Arabie saoudite. C'était alors sans compter avec les protestations de quelques religieux qui dénoncèrent la violation par des non-musulmans du sol sacré de l'Arabie. Non seulement, selon eux, Médine et La Mecque sont *horm*, des lieux sacrés, mais aussi tout le territoire de l'Arabie est *horm* et en principe interdit aux

non-musulmans (les géologues et techniciens américains de l'Aramco y étaient pourtant depuis des décennies). Il fut d'abord possible au roi d'Arabie de calmer ces religieux, mais l'accusation d'impiété à son encontre fut reprise et développée par un petit groupe de jeunes hommes de riches familles et notamment par Oussama Ben Laden, fils d'une famille richissime d'origine yéménite et ayant fait fortune dans les travaux publics en Arabie. Ces protestataires s'étaient illustrés soi-disant par leur djihad en Afghanistan contre les Soviétiques, mais surtout dans la fourniture ou plutôt la vente d'armes américaines aux Afghans, par l'entremise de réseaux arabo-pakistanaï. Finalement Ben Laden, doté d'une belle fortune, fut chassé d'Arabie et alla rencontrer d'autres islamistes en Égypte (Zawahiri qui deviendra son bras droit) et au Soudan, avant d'aller en Afghanistan après la victoire des talibans. L'opération du 11 septembre 2001 peut donc être présentée par certains comme le contrecoup différé de dix ans de l'intervention américaine en Arabie, comme la vengeance de Dieu après la violation par des impies du sol sacré de l'Arabie.

La plupart des bases américaines dans le nord de l'Arabie ont été progressivement fermées et c'est au Qatar qu'a été implanté le Quartier général avancé du Centcom (United States Central Command), dont le cœur se trouve à Tampa en Floride, et dont l'aire de commandement s'étend depuis le nord-est de l'Afrique (de la Somalie à l'Égypte) jusqu'au Pakistan, sa partie centrale, la plus stratégique si l'on peut dire, étant le Golfe, qu'il soit arabe ou persique.

Le fiasco américain en Irak

On sait que cette opération américaine en Irak a mal tourné, après quelques succès initiaux, les experts du Pentagone ayant voulu en faire, malgré les réserves de l'état-major, l'application de leur fameuse théorie de la « révolution dans les affaires militaires ». Les prouesses effectuées dans le traitement électronique des observations du terrain fournies par les satellites permettaient assurément de débusquer et d'éliminer tout adversaire, en ne disposant que de quelque 130 000 hommes de l'US Army sur un territoire de 437 000 km². Cela apparut bientôt tout à fait insuffisant pour mener des opérations contre des adversaires dilués dans l'ensemble de la population. Par comparaison le corps expéditionnaire au Vietnam atteignit 500 000 hommes pour un territoire plus petit mais bien plus peuplé. De grossières erreurs furent commises d'entrée de jeu sur la foi d'émigrés irakiens de longue date qui prétendaient gouverner le nouvel Irak. Le pire fut surtout la guerre civile que le fanatisme antichiiite d'Al-Qaïda s'efforça d'allumer entre les populations irakiennes, en lançant des attaques contre les grands sanctuaires du chiisme, au sud du pays [Lazar, 2008].

En 2007, la situation en Irak semblait sans issue pour les États-Unis. Ils ne pouvaient beaucoup augmenter leurs effectifs en Irak (car après la guerre du

Vietnam la conscription a été supprimée) et ils ne pouvaient s'en retirer sans que les islamistes crient au triomphe et que se déchaîne la guerre civile entre Irakiens. En 2008, la situation s'est éclaircie. Les dignitaires religieux du chiisme ont fait comprendre à leurs coreligionnaires les plus excités contre l'Amérique que les élections exigées par les Américains étaient le gage pour que des chiites exercent enfin le pouvoir.

Mais surtout le général américain, David Petraeus (docteur en science politique de Princeton), après être parvenu à rétablir l'ordre vers Mossoul, prôna l'étude méthodique du terrain pour avoir une bonne connaissance non pas de la population en général, mais de chacune des tribus d'un secteur, avec chacune leur histoire, leur chef, leurs rivalités avec les tribus voisines, etc. Saddam Hussein, à la fin de son règne, avait reconnu l'importance des tribus sunnites et consenti à leurs chefs d'importants avantages. Elles s'étaient soulevées contre les Américains qui avaient licencié fort maladroitement, en 2003, une police et une armée qui auraient peut-être pu servir un autre régime que celui du tyran, mais elles se sont trouvées dressées contre des envahisseurs, même s'ils affirmaient vouloir rétablir la démocratie. Al-Qaïda a donc pu manipuler les tribus sunnites contre les Américains et les chiites. Après s'être soucié de former une nouvelle armée irakienne, David Petraeus parvint, moyennant finance, à « retourner » nombre de ces tribus contre Al-Qaïda. Il fut, dit-on, aidé par les Saoudiens qui gèrent de longue date nombre de tribus proches de celles d'Irak et qui veulent maintenant liquider Al-Qaïda qui menace la monarchie. Le général Petraeus est maintenant nommé à la tête du commandement central qui supervise les opérations en Irak et en Afghanistan où il veut mettre en œuvre les mêmes méthodes de contre-guérilla. L'élection de Barack Obama à la présidence des États-Unis a été favorisée par sa prise de position en 2003 contre la guerre en Irak, alors que la politique de Bush (facilement réélu en 2004, après trois ans de guerre) avait abouti à un sanglant fiasco. Barack Obama a décidé le retrait progressif des troupes américaines d'ici 2010, tout en maintenant un certain nombre de bases en Irak.

Reste la guerre d'Afghanistan et le risque d'une quatrième guerre du Golfe

Reste la question d'Afghanistan où, avec l'envoi de nouveaux renforts pour contrôler la frontière avec les zones tribales du Pakistan, repaires d'Al-Qaïda, les Américains semblent s'acheminer vers des accords avec les tribus et avec certains talibans modérés (eux-mêmes faisant partie de ces tribus), comme semble le souhaiter aussi le président afghan Karzaï.

Reste aussi la question de l'Iran et Barack Obama semble désireux de trouver une solution qui éviterait une nouvelle guerre dans le Golfe. Ce que réclament par contre les Israéliens, le bombardement du centre nucléaire de Bouchehr (et de bien d'autres) que les Russes construisent avec les Iraniens, au bord du Golfe

(pour avoir l'eau de refroidissement), n'aurait sans doute que des résultats techniques fort limités (à cause de la profondeur des installations militaires). Mais cela risque de perturber les flux pétroliers dans le Golfe et surtout d'entraîner des conséquences très graves en Irak où sont encore des troupes américaines.

Si le très puissant corps des Pasdaran l'autorisait (outre leur rôle militaire, leur pouvoir économique et social est considérable), le remplacement en juin prochain d'Ahmadinejad (Pasdaran lui-même ?) par un personnage plus posé à la présidence de la République islamique d'Iran donnerait plus de chance à une négociation avec la nouvelle administration américaine, d'autant que la situation économique de l'Iran n'est pas bonne. Gros producteur de pétrole, le pays paradoxalement manque cruellement d'essence puisque la très grande raffinerie d'Abadan, du fait du blocus américain, n'a toujours pas été reconstruite depuis les combats de 1980.

Quant à la situation financière et aussi morale des États-Unis, elle est suffisamment mauvaise pour que le président Obama ne veuille pas y rajouter une nouvelle guerre qui serait une guerre d'importance avec un peuple de 70 millions de personnes qui ont fait la preuve de leur courage, une guerre qui s'ajouterait à deux autres conflits qui sont loin d'être terminés.

Ces petits émirats à l'autre bout du Golfe...

En comparaison de ces vastes États que sont l'Iran, l'Arabie et même l'Irak, les Émirats arabes unis semblent bien peu de chose et ils sont situés loin de la partie septentrionale du Golfe, ce que les Britanniques appellent « the Upper Gulf Region » où débouche le Chatt-al-Arab et autour de laquelle se trouvent le Koweït, les plus grands gisements de l'Iran, de l'Irak et de l'Arabie [Blake, 1987]. Mais ces petits émirats se trouvent dans la partie la plus stratégique du Golfe, en bordure du détroit d'Ormuz où se trouvent les îles occupées par les troupes du shah en 1977 et sur lesquelles les Pasdaran sont cramponnés. En raison des faibles profondeurs, le trafic des gros navires se fait dans la partie sud du détroit (-75 m) au ras de la presqu'île déchiquetée de Musandam et des îles du même nom, un peu plus au nord.

Celles-ci se trouvent juste en bordure du « rail » (moins d'un kilomètre de large) que doivent suivre les navires pour sortir du Golfe, l'autre « rail » est un peu plus au nord pour entrer dans le Golfe. 16 millions de barils de pétrole sortent chaque jour du détroit dont le nom vient de la petite île d'Ormuz située juste en face du port de Bandar Abbas (350 000 habitants), la seule ville notable de la côte désertique du sud-ouest de l'Iran sur le golfe d'Oman. Bandar Abbas est en relations commerciales étroites et de toutes sortes avec les zones franches installées sur les îles iraniennes voisines (Quishm) et surtout avec les Émirats, principalement Dubaï.

Ces émirats avec chacun son émir et sa famille, sont au nombre de sept : Abu Dhabi qui est la capitale, est de loin le plus vaste, 67 000 km² sur une superficie totale de 83 000 km² pour toute la Fédération ; Ajman, 260 km² le plus petit ; Sharjah, 2 590 km², le troisième par la superficie ; Dubaï, 3 800 km², le deuxième des émirats par la superficie et la population ; Fujairah, 1 170 km², qui est formé de deux enclaves séparées et dont l'originalité est de ne pas donner sur le Golfe, mais sur la mer d'Oman (il est devenu à ce titre un mouillage discret pour des sous-marins) ; Ras al-Khaimah, 1 680 km², qui se situe au pied de la « montagne verte » (2 010 m) Ru'us al-Djibal, qui forme la pointe septentrionale de l'Oman au-dessus du détroit ; Umm al-Qaiwain, 770 km², presque complètement désertique. Le protectorat britannique explique le maintien d'un tel nombre de ces petites principautés qui auraient pu être absorbées par un plus gros État. À la veille de la Première Guerre mondiale, Ibn Saoud lorgnait déjà sur elles pour pouvoir atteindre la mer d'Oman sans avoir à traverser l'immense et terrible désert du Rub al-Khali. Mais les Britanniques, dont Ibn Saoud avait encore besoin, arguèrent qu'ils venaient justement de signer un accord avec l'Empire ottoman qui délimitait vers le sud la zone de la « Trucial Coast » par un tracé sur la carte, la fameuse « ligne bleue » comme l'a nommée Stéphane Yérasimos [1990].

Mais bien que cette ligne soit tracée, le nombre même de ces très vieux petits émirats est révélateur de la très ancienne importance stratégique de ce grand cap que forme l'Arabie entre le Golfe et la mer d'Oman. La pointe nord du Rus al-Djebil (le cap de la Montagne) au-dessus du détroit d'Ormuz est possession du sultanat d'Oman qui était fort puissant autrefois et dont le territoire principal comme la capitale Mascate se trouvent plus au sud en bordure du golfe d'Oman.

Si autant de tribus distinctes, celles qui sont à l'origine des Émirats, se sont autrefois fixées sur la côte occidentale de ce grand cap sous la forme de petites localités de pêcheurs (de perles), de marins et de commerçants, c'est qu'elles s'y trouvaient à l'abri des raids venus de l'océan Indien, raids qui pouvaient être annoncés par les feux allumés en haut des montagnes par des guetteurs.

Ces sept émirats sont en vérité très différents et très inégaux quant à leur taille mais aussi quant à la richesse de leurs citoyens arabes officiels.

De grandes différences et de vieilles rivalités existent entre, d'une part, Abu Dhabi, le plus vaste, le plus peuplé, historiquement le plus bédouin et qui a le plus de pétrole, et, d'autre part, Dubaï, la vieille cité portuaire des pêcheurs de perles et des pirates, et des marchands qui commerçaient avec l'Inde. Une sorte de guerre a même opposé ces deux émirats entre 1945 et 1948, bien avant la formation de la Fédération en 1971. Sharjah est en importance le troisième des émirats ; c'était là qu'autrefois se trouvait le représentant du protectorat britannique pour la « Trucial Coast » ; cet émirat a trois dépendances sur le golfe d'Oman. Le fait que Fujairah n'ait pas de côte à l'ouest a longtemps été considéré comme un défaut fâcheux. Mais aujourd'hui le risque de blocage du détroit d'Ormuz fait apparaître

cette position comme un possible atout pour la Fédération des Émirats qui pourrait s'aménager un débouché sur le golfe d'Oman par le territoire de Fujairah. D'ores et déjà, cet émirat offre un mouillage discret pour des sous-marins nucléaires français, en vertu d'accords de défense entre la France et la Fédération des Émirats, ceux-ci ne voulant pas dépendre uniquement de la V^e flotte de l'US Navy. Une base interarmes française a été inaugurée récemment sur le territoire d'Abu Dhabi.

L'évaluation des effectifs de leurs populations est problématique compte tenu du fait que l'essentiel est formé d'immigrés or la conjoncture économique prochaine risque de faire considérablement et rapidement diminuer leur nombre puisque les gens qui n'ont plus d'emploi doivent quitter les émirats dans de très brefs délais.

La population de la Fédération est estimée à 8 millions d'habitants, mais selon d'autres sources à 3 millions et la population d'Abu Dhabi à 1,5 million, un peu plus à Dubaï.

Entre ces deux émirats, la compétition reste vive et elle se manifeste de façon spectaculaire sur le plan des liaisons aériennes. Chacun d'eux a son ou ses aéroports (le port maritime principal étant à l'ouest d'Abu Dhabi) et surtout sa compagnie aérienne, chacune dotée d'un réseau mondial, la plus célèbre étant Emirates pour Dubaï. Mais c'est Abu Dhabi qui produit la plus grande partie du pétrole et qui a les réserves les plus importantes. Dubaï n'en a plus guère, mais c'est Dubaï, la vieille cité marchande, qui est devenue la cité la plus connue, la plus famaneuse, la plus photographiée, la plus « bling-bling » avec ses hyper-gratte-ciel, ses pistes de ski en plein désert, ses immenses plages construites en mer en forme de palmier. Marc Lavergne, avec un très grand talent, évoque et analyse ce « Dubaï, utile ou futile ? » et dresse le « Portrait d'une ville rêvée à l'heure de la crise ». Les autres articles de ce numéro évoquent de nouvelles stratégies culturelles et l'envers des décors, sans oublier le poids du trop grand voisin arabe où les wahhabites n'ont pas encore laissé de côté leur fanatisme.

Enfin pour terminer ce numéro d'*Hérodote*, il nous faut faire le point sur les cours actuels du pétrole qui a tout conditionné dans le Golfe depuis les débuts du XX^e siècle. Malgré la crise économique actuelle, les prix vont-ils tout de même se maintenir ? En fait, même après avoir chuté, depuis leur record des débuts de 2008, ils sont actuellement encore le double de ce qu'ils étaient dans les deux décennies antérieures. Quelles peuvent être les conséquences de la crise dans ces États si particuliers que sont les Émirats et dans les autres États du Golfe ? Les seuls grands périls à redouter sont-ils seulement d'ordre financier ? Le problème nucléaire que pose l'Iran est surtout d'ordre militaire avec des enjeux et des motivations, qui – on le sait – dépassent désormais largement le Golfe. Il faut souhaiter trouver la solution d'un compromis. Les derniers drames de l'interminable conflit israélo-palestinien qui apparaît de plus en plus scandaleux servent de prétexte aux menaces

proférées par un énergumène président, avec l'assentiment résigné de la plupart des musulmans.

Bibliographie

- BENRAAD M. (2008), « Le phénomène arabe sunnite en Irak », *Hérodote* n° 130, « Géographie, Guerres et Conflits », La Découverte, Paris.
- BLAKE G., DEWDNEY J., MITCHELL J. (1987), *The Upper Gulf Region*, The Cambridge Atlas of the Middle East and North Africa, Cambridge University Press, Cambridge.
- LAZAR M. (2008), « Bassora : géopolitique d'une région chiite », *Hérodote* n° 130 « Géographie, Guerres et Conflits », La Découverte, Paris.
- LUIZARD P.-J. (2007), « La communauté chiite, première victime de la société irakienne », *Hérodote* n° 124, « Proche-Orient, Géopolitique de la Crise », La Découverte, Paris.
- RIGOLET-ROZE D. (2005), *Géopolitique de l'Arabie saoudite*, Colin, Paris.
- YERASIMOS S. (1990), « Frontières d'Arabie », *Hérodote*, n° 58-59, La Découverte, Paris p. 59-102.